



GEnergie Subventions 2023



Applicable dès le 07.03.2023

SUBVENTION EN CHF

CONDITIONS SPÉCIFIQUES / REMARQUES

1. DIAGNOSTIC ET ACCOMPAGNEMENT

IM-07

Certificat énergétique des bâtiments avec rapport de conseil (CECB Plus)

Habitat jusqu'à 4 logements et petits bâtiments jusqu'à 500 m² de SRE : CHF 750.-

Habitat dès 5 logements et autres bâtiments de plus de 500 m² de SRE : CHF 1'500.-

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard.
- > Les prestataires de ces diagnostics doivent être agréés
- > La subvention n'est accessible que pour le premier diagnostic (et pas pour les mises à jour)
- > L'indice de dépense chaleur (IDC) doit avoir été transmis à l'OCEN à l'établissement du CECB@ Plus et figurer dans le rapport
- > La copie du rapport de CECB@ Plus ou d'écoconseil doit être jointe à la demande de paiement. En cas de changement de propriétaire, le département peut mettre à disposition du nouveau propriétaire le diagnostic subventionné.
- > Subvention sur mesure si groupement de bâtiments. NB: en principe, un bâtiment à plusieurs entrées ou un ensemble de même architecture (lotissement ou groupe de bâtiments) sont assimilés à un bâtiment unique.
- > Le CECB@ Plus doit contenir au moins 3 variantes de rénovation.
- > La subvention CECB@ Plus est accessible uniquement si aucune autre demande de subvention n'est saisie dans l'application ProgrammeBâtiments.
- > Si la réalisation d'un CECB@ Plus est impossible, un audit selon le cahier SIA 2031 peut être accepté. Cette solution doit être validée en amont par l'OCEN.

SIG-éco21

Visite expertise pour entreprises

Diagnostic énergétique soutenu jusqu'à 75%

Coût max. pour l'entreprise 800 CHF (subventions incluses)

- > Pour les entreprises ou organisations
- > Le diagnostic doit être réalisé par un-e ingénieur-e partenaire SIG-éco21 accrédité-e par le programme PEIK

Contact : eco21.pme@sig-ge.ch

SIG-éco21

Visite Conseil Villa

D'une valeur de CHF 850, la prestation est subventionnée à hauteur de CHF 550 par SuisseEnergie (quand le système de chauffage a plus de 10 ans) et SIG-éco21.

Une participation financière de CHF 323.10 TTC (CHF 300 HT) reste à la charge de la demandeuse ou du demandeur, sauf dans les communes qui subventionnent la prestation. Dans ce cas, la commune informe ses habitantes et ses habitants du montant restant à leur charge.

- > Uniquement pour les villas (bâtiment entièrement d'habitation à un ou deux logements).
- > Les prestataires de ces diagnostics sont agréés par SIG-éco21.
- > Les communes qui le souhaitent peuvent financer la moitié de la part restante (à savoir CHF 150.-/visite HT), permettant ainsi de réduire encore le coût pour les habitants.

Contact : eco21.visite-villa@sig-ge.ch

<p>SIG-éco21</p> <p>Action Immobilier - Réalisations régies</p>	<p>CHF 250.- pour la mise en place des solutions</p> <ul style="list-style-type: none"> > Eclairage des parties communes, > Circulateurs de chauffage <p>CHF 200.- (pour 1 propriétaire) et CHF 800.- (par propriétaire à partir de 2 propriétaires) pour la mise en place de la solution Chaufferie avec un plafond à CHF8000</p> <p>CHF 800.- pour la mise en place d'une solution Ventilation</p> <p>CHF 1'500.- pour la mise en place d'une solution Equilibrage hydraulique</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Les contributions par réalisation sont octroyées aux régies qui coordonnent des solutions techniques de SIG-éco21 sur leur parc dans le cadre d'un accompagnement Action Immobilier. > Pour bénéficier de ces contributions, une régie doit avoir signé un contrat d'accompagnement Action Immobilier. <p>Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21</p> <p>Action Immobilier - Mandat spécifique</p>	<p>Jusqu'à 50% par mandat avec une enveloppe annuelle par propriétaire ou régie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > CHF 8'000 pour les parcs de moins de 25 allées > CHF 32'000.-/an pour les parcs entre 25 et 100 allées > CHF 32'000.-/an pour les 99 premières allées + CHF 8'000 par tranche de 100 allées pour les parcs de plus de 100 allées 	<ul style="list-style-type: none"> > Les contributions par mandat spécifique sont octroyées aux propriétaires et aux régies qui ont confié un mandat à un bureau d'études ou à un bureau d'asset management pour accroître l'efficacité énergétique de leur parc dans le cadre d'un accompagnement Action Immobilier. > Les mandats spécifiques portent principalement sur des pré-audits qui mettent en évidence le potentiel pour des actions de SIG-éco21 et sur le travail des Gestionnaires énergie délégué (GED) qui vont s'occuper de mettre en place et de suivre les actions et la stratégie énergétique sur un parc immobilier. > Pour bénéficier de ces subventions, la régie ou le propriétaire doit avoir signé un contrat d'accompagnement Action Immobilier. > SIG-éco21 se réserve le droit d'accepter ou non de subventionner un mandat spécifique selon qu'elle considère que ce dernier participe efficacement ou non à l'optimisation énergétique du Parc du Propriétaire ou de la Régie. <p>Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21</p> <p>Audit PEIK PME</p>	<p>75% du coût de l'audit soutenu par le programme PEIK de SuisseEnergie et l'OCEN</p> <p>Maximum CHF 2'500</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seules les entreprises non soumise à l'article grand consommateur de la LEn 2 30 peuvent bénéficier de cette incitation financière. > L'audit doit être réalisé par un ingénieur accrédité par le programme PEIK (cf. kmu.peik.ch). <p>Contact : eco21.pme@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21</p> <p>Suivi énergétique PME</p>	<p>50% du coût du suivi énergétique maximum 60 heures prises en charge sur 3 ans à CHF 135.-/heure (equ. maximum CHF 8'100.-)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > L'incitation financière est réservée aux clients fournis en électricité par SIG et qui ont signé un Contrat de participation éco21-PME (Optiwatt) SIG-éco21 (cf. contrat sous ww2.sig-ge.ch). <p>Contact : eco21.pme@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21</p> <p>Action Entreprises (Négawatt)</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement.</p> <p>Le montant exact se calcul en fonction des économies d'électricité en kWh ou des réductions d'émission équivalent CO₂.</p>	<p>L'incitation financière est réservée aux clients qui ont signé un Contrat de participation Négawatt SIG-éco21.</p> <p>La vérification de l'économie sera réalisée selon le protocole de contrôle défini par le plan d'action Négawatt. (cf. https://ww2.sig-ge.ch/entreprises/optimisation-energetique/negawatt).</p> <p>Contact : eco21.grandes-entreprises@sig-ge.ch</p>

SIG-éco21

Action Collectivités

Economies d'énergie

- > Volet électrique : prime de 0.12 à 0.21 ct/kWh
- > Volet thermique : 40 CHF/tonne CO₂

Prestations d'ingénierie

- > 50% de la prestation (dans la limite des plafonds par projet)

Prestations de sensibilisation

- > 1er projet : 75% de la prestation
- > 2ème projet : 50% de la prestation

Accompagnement par un Gestionnaire Délégué

- > Enveloppe annuelle de 80 heures au tarif horaire de 135.-/heure HT sur une période de trois ans, renouvelable

Les incitations financières sont réservées aux villes et communes genevoises qui ont signé le contrat Efficience-Collectivités.

Toutes les incitations financières SIG-éco21 sont applicables dans le cadre de l'accompagnement Efficience-Collectivités.

Contact : eco21.collectivites@sig-ge.ch

2. ENVELOPPE THERMIQUE

- > Le montant minimal de la subvention pour l'enveloppe doit s'élever à CHF 1500.-
- > CECB® Plus obligatoire dès 10'000 CHF de subvention (s'il est impossible d'établir un CECB® pour le type de bâtiment concerné, il faut fournir une analyse sommaire avec recommandations sur la procédure à suivre selon le cahier des charges de l'OFEN).

<p>M-01 Isolation thermique du toit</p>	<p>CHF 70.-/m² (Non cumulable avec M-10 à M-13)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard. > Seul les volumes chauffés contre extérieur sont éligibles. > Valeur $U \leq 0.20 \text{ W/m}^2 \text{ K}$. > La valeur U doit être améliorée d'au moins 0,07 $\text{W/m}^2\text{K}$ par les travaux. > Les éléments de construction n'atteignent pas la valeur U exigée avant la mesure d'assainissement. > Les éléments de construction faisant l'objet de la demande se trouvent autour de parties de bâtiments déjà chauffées. Les balcons, cloisons, rebords de toitures, avant-toits, toits plats au-dessus de balcons, etc., ne sont pas éligibles à la subvention. Exception: Les éléments de construction contre l'extérieur suivants donnent droit à une contribution, bien qu'ils ne soient pas chauffés: <ul style="list-style-type: none"> > combles (nouvelle isolation du toit, du mur de jambette ou du pignon); > sous-sol (nouvelle isolation des murs et du sol contre l'extérieur); et > soubassement (contre terre ou contre l'extérieur). > Les élargissements, les rehaussements et les surélévations ne donnent pas droit à une subvention. > Des exigences allégées sont consenties pour rénover des éléments de construction protégés (sur présentation d'un justificatif certifiant que le bâtiment et l'élément sont protégés) et que les valeurs U exigées ne sont pas réalisables. La cible à atteindre peut aller jusqu'à $U \leq 0,30 \text{ W/m}^2\text{K}$ (seulement si aucune solution technique ne permet d'atteindre de meilleures performances) pour les éléments de construction contre l'extérieur ou jusqu'à 2m de profondeur sous terre. > Sous réserve de dérogation de l'OCEN, le projet doit également respecter les dispositions sur le solaire figurant dans la loi sur l'énergie. L2 30 Art. 15 al. 5 et au règlement d'application L2 30.01 Art. 12P.
<p>M-01 Isolation thermique / Murs et sols contre extérieur et/ou enterrés jusqu'à 2m</p>	<p>CHF 70.-/m² (Non cumulable avec M-10 à M-13)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard. > Seul les volumes chauffés contre extérieur sont éligibles. > Valeur $U \leq 0.20 \text{ W/m}^2 \text{ K}$. > La valeur U doit être améliorée d'au moins 0,07 $\text{W/m}^2\text{K}$ par les travaux. > Les éléments de construction n'atteignent pas la valeur U exigée avant la mesure d'assainissement. > Les éléments suivants ne peuvent pas être subventionnés, avant-toits, porte à faux, dalle sur zone non chauffée (zone balcon). > Les élargissements, les rehaussements et les surélévations ne donnent pas droit à une subvention. > Des exigences allégées sont consenties pour rénover des éléments de construction protégés (sur présentation d'un justificatif certifiant que le bâtiment et l'élément sont protégés) et que les valeurs U exigées ne sont pas réalisables. La cible à atteindre peut aller jusqu'à $U \leq 0,30 \text{ W/m}^2\text{K}$ (seulement si aucune solution technique ne permet d'atteindre de meilleures performances) pour les éléments de construction contre l'extérieur ou jusqu'à 2m de profondeur sous terre.

<p>M-01 Isolation thermique / Murs et sols enterrés à plus de 2 m.</p>	<p>CHF 40.-/m² (Non cumulable avec M-10 à M-13)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard. > Seul les volumes chauffés contre extérieur sont éligibles. > Valeur $U \leq 0.20 \text{ W/m}^2 \text{ K}$. > La valeur U doit être améliorée d'au moins 0,07 $\text{W/m}^2\text{K}$ par les travaux. > Les éléments de construction n'atteignent pas la valeur U exigée avant la mesure d'assainissement. > Les élargissements et agrandissements ne donnent pas droit à une subvention.
<p>M-14 Bonus pour l'efficacité de l'enveloppe du bâtiment</p>	<p>+ CHF 20.-/m² de M-01 Toiture</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Applicable uniquement pour M-01 Toiture > Mêmes conditions que M-01 > Pour les bâtiments classés ou inscrits à l'inventaire <p>Valorisation de la toiture par une installation solaire thermique ou photovoltaïque (cf. : guide des bonnes pratiques OCEN-SMS)</p>

3. INSTALLATIONS TECHNIQUES

- > Pour les projets de grande puissance (> 100 kW) intégrés dans un périmètre de planification énergétique territoriale selon l'art. 11 al. 2 et 3 LEn, une subvention est décidée et octroyée selon circonstances. Le cas échéant, elle sera calculée sur mesure. Ce type de projets doit obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention.

M-05

Pompe à chaleur air-eau

CHF 3'000.- + CHF 400.-/kW (≤ 50 kW)
CHF 13'000.- + CHF 200.-/kW (> 50 kW)
+ Bonus pour première installation d'un système de distributions de chaleur:
CHF 3'000.- + CHF 400.-/kW

(Subvention non cumulable avec les mesures M-06 à M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Seul le remplacement d'un chauffage à énergie fossile par une pompe à chaleur avec moteur électrique donnent droit à une contribution.
- > L'installation donnant droit à une contribution doit être utilisée comme chauffage principal.
- > Les projets bivalents seront étudiés au cas par cas et le montant de la subvention réduit en fonction des spécificités du projet.
- > L'installation remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > Pour les installations < 15 kW, le PAC système-module (pompes à chaleur efficaces avec système) doit être installé et certifié par le GSP.
- > Pour les installations de 15 kW à 100 kW, la condition relative au «label de qualité international (reconnu en Suisse) ou national pour pompes à chaleur (si aucun PAC système-module)» est satisfaite:
 - > en présence d'un label FWS "Solution spéciale pompe à chaleur";
 - > en présence d'un label basé sur le règlement EHPA (<https://www.ehpa.org/nc/quality/quality-label/database>) et d'un certificat long life heat pump (<http://www.longlife-heatpump.ch>);
 - > en présence d'un autre label d'un organisme d'accréditation agréé par l'OFEN.
- > La garantie de performance (accompagnant l'offre) de SuisseEnergie doit être fournie (si aucun PAC système-module).
- > Pour les installations de > 100 kW, un préavis favorable du service subvention doit être obtenu avant la dépose de la demande de subvention. Une solution de mesure dans les règles de l'art de la consommation d'électricité et de la production de chaleur doit être mise en place.
- > Les pompes à chaleur utilisées comme source pour les réseaux sont soutenues via la mesure M-18.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50 W par m^2 de surface de référence énergétique.
- > La puissance de la PAC utilisée pour le calcul de la subvention est effectuée aux conditions A-7 / W35
- > L'installateur doit avoir suivi la formation du GSP et figurer sur la liste des installateurs qualifiés du site PAC Système Module
- > Suivi actif de l'installation de chauffage si $P > 50$ kW.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.

Plus d'informations :

La pompe à chaleur, une solution de chauffage renouvelable (SIG-éco21)

M-06

Pompe à chaleur eau-eau

CHF 3000.- + CHF 800.-/kW (≤ 50 kW)
CHF 23'000.- + CHF 400.-/kW (> 50 kW)
+ Bonus (1ère installation d'un système de distributions de chaleur):
CHF 3000.- + CHF 400.-/kW
(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Seul le remplacement d'un chauffage à énergie fossile par une pompe à chaleur avec moteur électrique donnent droit à une contribution.
- > Installation sans réseau de chauffage (aucune limite de puissance) ou installation avec réseau de chauffage dont la puissance thermique nominale s'élève jusqu'à 200 kWth (Les installations avec réseau de chauffage dont la puissance thermique est supérieure à 200 kWth sont encouragées avec la mesure M-18).
- > L'installation doit être utilisée comme chauffage principal.
- > Les projets bivalents seront étudiés au cas par cas et le montant de la subvention réduit en fonction des spécificités du projet.
- > L'installation remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > Le PAC système-module doit être installé, pour autant qu'il soit compatible avec la puissance thermique nominale installée.
- > Le label de qualité international (reconnu en Suisse) ou national pour pompes à chaleur doit être fourni (si aucun PAC système-module).
- > Pour les sondes géothermiques: label de qualité pour les entreprises de forage de sondes géothermiques.
- > La garantie de performance (accompagnant l'offre) de SuisseEnergie doit être fournie.
- > Il ne doit pas y avoir d'antigel (glycol ou autres)
- > La température de départ de la distribution du chauffage est au maximum de 35°C pour les chauffages de sol et de 50°C pour les radiateurs (des exceptions peuvent être admises pour les projets couplés à des réseaux thermiques, avec une subvention déterminée de cas en cas).
- > A partir de 100 kWth: mesure dans les règles de l'art de la consommation d'électricité et de la production de chaleur.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
- > Le dimensionnement de la PAC et des sondes ainsi que le calcul de la subvention sont effectués aux conditions B0 / W35
- > L'installateur doit avoir suivi la formation du GSP et figurer sur la liste des installateurs qualifiés du site PAC Système Module.
- > Suivi actif de l'installation de chauffage si P>50kW.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.

Conditions spécifiques PAC eau-eau** :

- > Source toujours supérieure à 5°C
- > Ces demandes de soutien doivent obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention.
- > L'installation utilise une source de chaleur de meilleure qualité que l'air extérieur (chaleur des eaux souterraines, des eaux de lac, etc.).

M-06

Pompe à chaleur sol-eau avec forage géothermique

CHF 3000.- + CHF 800.-/kW (≤ 50 kW)
CHF 23'000.- + CHF 400.-/kW (> 50 kW)
+ Bonus (1ère installation d'un système de distributions de chaleur):
CHF 3000.- + CHF 400.-/kW
(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Seul le remplacement d'un chauffage à énergie fossile par une pompe à chaleur avec moteur électrique donnent droit à une contribution.
- > Installation sans réseau de chauffage (aucune limite de puissance) ou installation avec réseau de chauffage dont la puissance thermique nominale s'élève jusqu'à 200 kWth (les installations avec réseau de chauffage dont la puissance thermique est supérieure à 200 kWth sont encouragées avec la mesure M-18).
- > L'installation doit être utilisée comme chauffage principal.
- > Les projets bivalents seront étudiés au cas par cas et le montant de la subvention réduit en fonction des spécificités du projet.
- > L'installation remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > Le PAC système-module doit être installé, pour autant qu'il soit compatible avec la puissance thermique nominale installée.
- > Le label de qualité international (reconnu en Suisse) ou national pour pompes à chaleur doit être fourni (si aucun PAC système-module).
- > Pour les sondes géothermiques: label de qualité pour les entreprises de forage de sondes géothermiques.
- > La garantie de performance (accompagnant l'offre) de SuisseEnergie doit être fournie.
- > Il ne doit pas y avoir d'antigel (glycol ou autres)
- > La température de départ de la distribution du chauffage est au maximum de 35°C pour les chauffages de sol et de 50°C pour les radiateurs (des exceptions peuvent être admises pour les projets couplés à des réseaux thermiques, avec une subvention déterminée de cas en cas).
- > A partir de 100 kWth: mesure dans les règles de l'art de la consommation d'électricité et de la production de chaleur.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
- > Le dimensionnement de la PAC et des sondes ainsi que le calcul de la subvention sont effectués aux conditions B0 / W35
- > L'installateur doit avoir suivi la formation du GSP et figurer sur la liste des installateurs qualifiés du site PAC Système Module.
- > Suivi actif de l'installation de chauffage si P>50kW.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.

Conditions spécifiques PAC sol-eau*:

- > Le dimensionnement des sondes géothermiques ne doit pas dépasser 30 W/m (ou bilan < 65 kWh/a si utilisation avec plusieurs flux d'injection et extraction de chaleur).

<p>M-08 Installation solaire thermique</p>	<p>CHF 1'200.- + CHF 500.-/kW <i>(Subvention non cumulable avec les mesures M-10 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > Il s'agit d'une nouvelle installation solaire ou de l'extension d'une installation existante > Le remplacement des capteurs solaires d'une installation sur un bâtiment existant ne sont pas subventionnés. > L'installation sur une nouvelle construction n'est pas subventionnée. > Seuls les capteurs ou systèmes combinés mentionnés sur la liste officielle disponible sur le site http://kollektorliste.ch donnent droit à une subvention. > Un justificatif de dimensionnement est exigé si le dimensionnement des capteurs s'écarte des recommandations. La subvention sera alors calculée de cas en cas. > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être fournie. > Un suivi actif de l'installation selon les prescriptions de Swissolar doit avoir lieu pour les installations dont la puissance thermique nominale des capteurs est supérieure à 20 kW. > Les installations de moins de 20kW doivent être équipées d'un dispositif permettant de contrôler leur bon fonctionnement. > Si l'installation solaire thermique sert aussi à chauffer une piscine, la puissance retenue pour le calcul de la subvention des capteurs ne peut pas dépasser 25W/m² de SRE > Les capteurs à air, les séchoirs à foin, les installations de chauffage de piscines ainsi que les capteurs solaires utilisés comme sources (pompe à chaleur, réseaux,...) ne donnent pas droit à une subvention. > La puissance minimale pour accéder à la subvention doit être supérieure à 2kW. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
<p>M-09 Ventilation dans les habitations avec récupération de chaleur</p>	<p>CHF 30.-/m² * SRE concernée <i>(Subvention non cumulable avec les mesures M-10 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seuls les appareils avec amenée d'air, évacuation de l'air vicié et récupération de chaleur sont encouragés financièrement. > Renouvellement de l'air approprié (p. ex. 0,3 à 0,6). > Puissance spécifique de débit ≤ 0,42 W/ (m³/h). > Les exigences du cahier technique SIA 2023 doivent être respectées. > Le nombre d'unités d'habitation doit être indiqué. > Rendement minimal de la récupération de chaleur 70% > Les nouvelles gaines et les ventilateurs en classe A ou B doivent respecter des exigences du MoPEC. > Subvention non accessible pour les rénovations autres que l'habitat.
<p>SIG-éco21 Eclairage</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Pour les projets portant sur l'assainissement de l'éclairage des communs d'immeubles et parking, seuls les projets mettant un place un système de détection ou interrupteurs peuvent bénéficier de cette incitation financière. <p>Cette condition ne concerne pas les assainissements d'éclairage dans les entreprises.</p> <p>Contact : eco21.eclairage@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Circulateurs</p>	<p>Jusqu'à 40% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh (**)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seules les pompes de circulation pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire peuvent bénéficier de cette incitation financière. > Les pompes de circulation pour le chauffage doivent avoir un IEE < 0.20 pour être éligible (condition du programme ProKilowatt). > La règle de 1 0/00 entre la puissance électrique du circulateur et la puissance thermique distribuée doit être respectée. > Le financement de cette solution vient, en grande partie, du programme ProKilowatt. <p>Contact : eco21.circulateur@sig-ge.ch</p>

SIG-éco21 Ventilation	Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh et d'émissions équivalent CO₂ (**)	<ul style="list-style-type: none"> > Seuls les projets calculés à l'aide de l'outil en ligne (https://cvc.eco21.ch) et validés par le comité OCEN-SIG peuvent bénéficier de l'incitation financière. Contact : eco21.ventilation@sig-ge.ch
SIG-éco21 Autres installations techniques	Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh et/ou réductions d'émissions équivalent CO₂	<ul style="list-style-type: none"> > Tous les projets sont évalués par SIG-éco21. Le porteur de projet est tenu informé de la décision. Contact : support.ee@sig-ge.ch
SIG-éco21 Optimisation Chaufferie	Programme autofinancé par les économies d'énergie thermique	<ul style="list-style-type: none"> > Le propriétaire ou son représentant doit signer un contrat d'optimisation énergétique avec SIG (cf. contrat sous ww2.sig-ge.ch) > L'audit de la chaufferie doit faire état d'un potentiel d'économie d'énergie. > Un compteur d'énergie pour la production de chaleur et d'eau chaude sanitaire (gaz, mazout, CAD, ...) doit être installé. Contact : eco21.optimisation-chaufferie@sig-ge.ch
SIG-éco21 Eau chaude renouvelable	CHF 1'000.- réparti : > CHF 450.- de ProKilowatt > CHF 550.- de SIG-éco21	<ul style="list-style-type: none"> > Seuls les projets respectant les conditions d'éligibilité de ProKilowatt et SIG-éco21 peuvent bénéficier de cette incitation financière. > Chauffe-eau thermodynamique certifié GSP (cf. www.fws.ch) > Formulaire Chauffe-eau PAC à remplir (cf. formulaire sous ww2.sig-ge.ch) Contact : eco21.eauchaude-renouvelable@sig-ge.ch
SIG-éco21 Equilibrage hydraulique	CHF 2.-/m² SRE jusqu'à 50% de l'investissement	<ul style="list-style-type: none"> > Les porteurs de projets ont l'obligation de remettre à, et de faire valider par, SIG-éco21, les éléments ci-dessous afin de bénéficier de l'incitation financière : <ul style="list-style-type: none"> > Chauffage par radiateur, le rapport SIG-éco21 des calculs d'équilibrage réalisés avec le simulateur en ligne SIG-éco21 (https://cvc.eco21.ch/) > Autres types de chauffage (sol, plafond rayonnant ...) : rapport avec mention des réglages sur chaque émetteur (le rapport doit également contenir l'étude de calorimétrie du bâtiment). > L'équilibrage hydraulique doit être couplé avec un Contrat d'Optimisation Énergétique (Optimisation Chaufferie). Selon la taille de l'immeuble, SIG-éco21 se réserve le droit de ne pas signer de Contrat d'Optimisation Énergétique. > En cas de signature d'un Contrat d'Optimisation Énergétique (cf. Optimisation chaufferie), le propriétaire peut bénéficier d'un financement de tout ou partie des coûts de main d'œuvre pour les calculs d'équilibrage et de la réalisation des réglages. Le financement exclu la partie d'investissement pour tout type de matériel. Le remboursement du financement se fait sur les économies d'énergie thermique. > L'équilibrage hydraulique doit être réalisé au niveau des émetteurs de chaleur et sur tout le bâtiment pour pouvoir bénéficier de l'incitation financière. Le système d'équilibrage doit être fait sur une vanne à double réglage, ou jugé équivalent par SIG-éco21. Contact : eco21.equilibrage-hydraulique@sig-ge.ch

SIG

Installation solaire photovoltaïque

La subvention fédérale : Rétribution Unique (RU)

+

La Prime solaire SIG en 2023 pour les installations photovoltaïques mises en service dans l'année, avec le soutien d'Electricité Vitale Vert.

Avec la RU, les exploitants d'installations photovoltaïques reçoivent une contribution d'investissement unique.

Les rétributions uniques pour les installations photovoltaïques sont accordées dans deux programmes différents : les rétributions uniques pour les petites installations photovoltaïques (PRU) d'une puissance de moins de 100 kWc et les rétributions uniques pour les grandes installations (GRU) avec une puissance supérieure ou égale à 100 kWc (Rétribution unique (RU) - Pronovo AG). Pour les installations possédant un angle d'inclinaison > 75°, un bonus de 100 CHF/kWc est attribué.

La RU représente maximum 30% du coût d'investissement d'une installation de référence. Le montant exact se calcule en fonction de la puissance, du type d'installation (ajoutée / intégrée) et de la date de mise en service. Calculez le montant de votre subvention grâce au tarifificateur Pronovo : [Tarifificateur - Pronovo AG](#)

Pour la Prime solaire 2023 de SIG :

Le montant du soutien équivaut à un tiers de la subvention fédérale (rétribution unique) et dépend donc de la date de mise en service, de la puissance installée et du type d'installation.

Les conditions détaillées pour accéder à la Prime solaire 2023 ainsi que le formulaire de demande sont disponibles sur le site SIG (www.sig-ge.ch).

4. RENOVATION GLOBALE

SIG-éco21

Assistance à maîtrise d'usage

Immeuble collectif :

- > 1er projet : 80% de la prestation de l'AMU plafonnée à CHF 30'000.-
- > dès le 2ème projet : 50% de la prestation de l'AMU plafonnée à CHF 19'000.

- > La prestation AMU fait partie de la solution Rénovation de SIG-éco21.
- > La subvention est conditionnée à la planification d'une amélioration visant une labellisation Minergie Rénovation, HPE, Minergie P-Rénovation ou THPE (sauf cas spéciaux concernés par des contraintes patrimoniales évalués aux cas par cas).
- > Si le projet de rénovation n'inclut pas le recours à une prestation AMOénergie (MI-06), 50% de la subvention est versée au cours de la prestation et les 50% restant sont conditionnés à l'atteinte des performances énergétiques visées par le projet de rénovation, soit un minimum de 85% de l'objectif planifié, mesuré 2 ans après la mise en service.

Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch

M-10

Amélioration de la classe CECB® pour l'enveloppe et l'efficacité énergétique globale

Maison individuelle < 250m²

Amélioration

+ 2 classes CHF 75.-/m² SRE

+ 3 classes et plus CHF 115.-/m² SRE

Maison individuelle > 250m² et Immeuble collectif

Amélioration

+ 2 classes CHF 45.-/m² SRE

+ 3 classes et plus CHF 70.-/m² SRE

Bâtiment non habitat

Amélioration

+ 2 classes CHF 30.-/m² SRE

+ 3 classes et plus CHF 45.-/m² SRE

(Non cumulable avec M-01 à M-09 et M-11 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard.
- > Une contribution ne peut être octroyée que pour les bâtiments pour lesquels il est possible d'établir un certificat CECB.
- > Le CECB® contient 2 étiquettes énergie : une pour l'enveloppe du bâtiment et une pour l'efficacité énergétique globale. Des 2 étiquettes énergie, celle qui à la plus faible amélioration définit le montant octroyé (p.ex. dans le cas d'une amélioration de 3 classes pour l'enveloppe du bâtiment et d'une amélioration de 4 classes pour l'efficacité énergétique globale --> le montant octroyé sera de 115.-/m² SRE pour une maison individuelle <250m²).
- > Les améliorations de classe supérieures à D ne sont pas reconnues via la mesure M-10.
- > Si la rénovation permet d'atteindre une classe C ou supérieure, le projet ne peut pas bénéficier d'une amélioration de classe, il doit passer par une demande M-11, M-12 ou M-13.
- > Si la rénovation permet d'atteindre une classe B ou supérieure, le projet ne peut pas bénéficier d'une amélioration de classe, il doit passer par une demande M-11, M-12 ou M-13.
- > Le certificat CECB® ainsi que le CECB® Plus doivent être fournis avant le début des travaux.
- > Le versement de la contribution a lieu sur présentation du certificat CECB® (mis à jour) après la fin des travaux.
- > Les bâtiments climatisés (hors logement) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.

MI-10

Assistance à maîtrise d'ouvrage énergie

Immeuble collectif
CHF 20.-/m2 SRE plafonné à CHF 60'000.-
(cumulable avec M-11 à M-13)

- > La prestation AMOén fait partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21.
- > Le soutien financier pour l'engagement d'un Assistant Maîtrise d'Ouvrage énergie (AMOénergie) dont la mission est de conseiller et d'accompagner le Propriétaire (maître d'ouvrage) dans la définition de son projet, la coordination des intervenants, le suivi des travaux, l'exploitation et le suivi des performances énergétiques du bâtiment rénové se fait dans le cadre et uniquement dans le cadre de la Solution Rénovation de SIG-éco21, programme élaboré en partenariat par SIG-éco21 et l'office cantonal de l'énergie (OCEN).
- > La Solution Rénovation de SIG-éco21 vise à soutenir les Propriétaires immobiliers genevois dans leurs démarches de rénovation visant à améliorer l'efficacité énergétique de leurs bâtiments résidentiels collectifs par des actions portant sur l'isolation, les techniques du bâtiment et la production d'énergies renouvelables et les aspects en lien avec les usagers.
- > La subvention MI-10 (AMOén) est conditionnée à la planification d'une amélioration visant une labellisation HPE, Minergie Rénovation ou THPE, Minergie-P Rénovation (sauf cas spéciaux concernés par des contraintes patrimoniales évalués aux cas par cas).
- > Dans ce cadre, les conditions liées au soutien financier des mesures M-11 à M-13 sont aussi applicables.
- > La requête ne porte que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant le 1er janvier 2000.
- > Il ne sera possible d'allouer qu'une subvention par projet (par exemple chantier de rénovation, barre d'immeubles, lotissement etc.).
- > L'AMOénergie entreprendra toutes les démarches nécessaires pour apporter au maître de l'ouvrage les informations nécessaires pour qu'il soit en mesure de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
- > L'indice de dépense de chaleur - IDC est calculé avant et à l'issue des travaux.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > Si l'AMOénergie cumule un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (expert CECB, ingénieur projet, etc.), il doit présenter ses 2 mandats détaillés afin de justifier de leur complémentarité.
- > Il est attendu des AMOénergie qu'ils proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEn, en tant que mandataire ou en tant qu'AMOénergie, dans le cadre de la Solution rénovation de SIG-éco21.
- > Le requérant s'engage à mettre en œuvre les mesures d'optimisation de la consommation énergétique du bâtiment deux ans après la fin des travaux.

Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch

MI-16

Assistance à maîtrise d'ouvrage énergie - Bonus aux résultats

Immeuble collectif

CHF 10.-/m² SRE plafonné à CHF
50'000.-

(MI-10, M-10 à M-13)

- > La prestation AMO^{én} fait partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21.
- > Le bonus MI-16 est conditionné à l'atteinte des performances énergétiques visées par le projet de rénovation, soit un minimum de 85% de l'objectif planifié, mesuré 2 ans après la mise en service.
- > Le bonus MI-16 est lié et consécutif à l'action d'un AMO^{én} dans le cadre et uniquement dans le cadre de la Solution Rénovation de SIG-éco21, programme élaboré en partenariat par SIG-éco21 et l'Office cantonal de l'énergie (OCEN).
- > La requête pour le Bonus AMO^{én} en subvention est déposée à l'issue des travaux de rénovation.
- > Les conditions liées au soutien financier des mesures M-11 à M-13 sont applicables.
- > La Solution Rénovation de SIG-éco21 vise à soutenir les Propriétaires immobiliers genevois dans leurs démarches de rénovation visant à améliorer l'efficacité énergétique de leurs bâtiments résidentiels collectifs par des actions portant sur l'isolation, les techniques du bâtiment et la production d'énergies renouvelables et les aspects en lien avec les usagers.
- > La requête ne porte que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant le 1^{er} janvier 2000.
- > Il ne sera possible d'allouer qu'une subvention par projet (par exemple chantier de rénovation, barre d'immeubles, lotissement, etc.).
- > L'AMO^{én} entreprendra toutes les démarches nécessaires pour apporter au maître de l'ouvrage les informations nécessaires pour qu'il soit en mesure de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
- > L'indice de dépense de chaleur - IDC est calculé avant et à l'issue des travaux.
- > Si l'AMO^{én} cumule un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (expert CECB, ingénieur projet, etc.), il doit présenter ses 2 mandats détaillés afin de justifier de leur complémentarité.
- > Il est attendu des AMO^{én} qu'ils proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEn, que ce soit en tant que mandataires ou en tant qu'AMO^{én} dans le cadre de la solution Rénovation de SIG-éco21.

Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch

5. CERTIFICATION

M-11

HPE - Rénovation variante MoPEC

Habitat individuel < 250m²
CHF 195.-/m² * SRE

Habitat individuel > 250m²
CHF 22'500.- + CHF 105.-/m² * SRE

Habitat collectif
CHF 105.-/m² * SRE

Autre bâtiment
CHF 75.-/m² * SRE

Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16

(Non cumulable avec M-01 à M10 et M-12 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard.
- > L'autorisation de construire HPE-Rénovation (version 2019) doit être jointe au dossier de requête en subvention.
- > La mesure M-11 traite les variantes HPE-Rénovation MoPEC.
- > La subvention sera payée sur présentation de l'attestation HPE-Rénovation (version 2019).
- > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation.
- > Les bâtiments climatisés (hors logements) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.
- > Les équivalences (labélisation SNBS,...) selon le Règlement d'application de la loi sur l'énergie seront traitées au cas par cas.

M-11

THPE - Rénovation variante MoPEC

Habitat individuel < 250m²
CHF 235.-/m² * SRE

Habitat individuel > 250m²
CHF 25'000.- + CHF 135.-/m² * SRE

Habitat collectif
CHF 135.-/m² * SRE

Autre bâtiment
CHF 95.-/m² * SRE

Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16

(Non cumulable avec M-01 à M10 et M-12 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard.
- > L'autorisation de construire THPE-Rénovation (2019) doit être jointe au dossier de requête en subvention.
- > La mesure M-11 traite les variantes THPE-Rénovation MoPEC.
- > La subvention sera payée sur présentation de l'attestation THPE-Rénovation (version 2019).
- > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation.
- > Les bâtiments climatisés peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.
- > Les équivalences (labellisation SNBS,...) selon le règlement d'application de la loi sur l'énergie seront traités au cas par cas.

M-12

Rénovation Minergie®

Habitat individuel < 250m²
CHF 195.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Habitat individuel > 250m²
CHF 22'500.- + CHF 105.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Habitat collectif
CHF 105.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Autre bâtiment
CHF 75.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16
(Non cumulable avec M-01 à M11 et M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard.
- > Le certificat provisoire Minergie (version 2017) respectant les conditions du Règlement d'application de la loi sur l'énergie doit être joint au dossier de requête en subvention.
- > La subvention sera payée sur présentation du label Minergie (version 2017) définitif respectant les conditions du Règlement d'application de la loi sur l'énergie.
- > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > Sont acceptées les certifications supplémentaires Minergie-A Rénovation.
- > La certification supplémentaire « Eco » donne droit au bonus.
- > La certification Minergie A et/ou Minergie ECO est subventionnée seulement si Minergie Rénovation est aussi respecté --> La subvention peut être ajustée en conséquence.
- > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation.
- > Les bâtiments climatisés (hors logements) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.

M-12

Rénovation Minergie-P®

Habitat individuel < 250m² CHF
235.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF
10.-/m² * SRE

Habitat individuel > 250m² CHF
25'000.- + CHF 135.-/m² * SRE Bonus
«Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Habitat collectif CHF 135.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Autre bâtiment CHF 95.-/m² * SRE
Bonus «Eco» CHF 10.-/m² * SRE

Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16
(Non cumulable avec M-01 à M11 et M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard.
- > Le certificat provisoire Minergie-P (version 2017) respectant les conditions du Règlement d'application de la loi sur l'énergie doit être joint au dossier de requête en subvention.
- > La subvention sera payée sur présentation du label Minergie-P définitif (version 2017) respectant les conditions du Règlement d'application de la loi sur l'énergie.
- > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > La certification supplémentaire « Eco » donne droit au bonus.
- > La certification Minergie A et/ou Minergie ECO est subventionnée seulement si Minergie-P est aussi respecté --> La subvention peut être ajustée en conséquence.
- > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation.
- > Les bâtiments climatisés peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.

<p>M-13 HPE - Rénovation variante CECB®</p>	<p>Habitat individuel < 250m² CHF 195.-/m² * SRE</p> <p>Habitat individuel > 250m² CHF 22'500.- + CHF 105.-/m² * SRE</p> <p>Habitat collectif CHF 105.-/m² * SRE</p> <p>Autre bâtiment CHF 75.-/m² * SRE</p> <p>Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16 (Non cumulable avec M-01 à M-12)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard. > L'autorisation de construire HPE-Rénovation (version 2019) doit être jointe au dossier de requête en subvention. > La mesure M-13 traite les variantes HPE-Rénovation qui atteignent une classe C sur l'enveloppe du bâtiment et une classe B sur l'efficacité énergétique globale. > La subvention sera payée sur présentation de l'attestation HPE-Rénovation (version 2019). > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux. > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation. > Les bâtiments climatisés (hors logements) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie. > Les équivalences (labélisation SNBS,...) selon le Règlement d'application de la loi sur l'énergie seront traitées au cas par cas.
<p>M-13 THPE - Rénovation variante CECB®</p>	<p>Habitat individuel < 250m² CHF 235.-/m² * SRE</p> <p>Habitat individuel > 250m² CHF 25'000.- + CHF 135.-/m² * SRE</p> <p>Habitat collectif CHF 135.-/m² * SRE</p> <p>Autre bâtiment CHF 95.-/m² * SRE</p> <p>Bonus AMOén voir MI-06 et MI-16 (Non cumulable avec M-01 à M-12)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1^{er} janvier 2000 au plus tard. > L'autorisation de construire THPE-Rénovation (2019) doit être jointe au dossier de requête en subvention. > La mesure M-13 traite les variantes THPE-Rénovation qui atteignent une classe B sur l'enveloppe du bâtiment et une classe A sur l'efficacité énergétique globale. > La subvention sera payée sur présentation de l'attestation THPE- Rénovation (version 2019). > En cas de dérogations, la subvention sera ajustée en conséquence. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux. > Le bonus AMOén est payé sous condition de l'atteinte des résultats escomptés après 2 ans d'exploitation. > Les bâtiments climatisés peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie. > Les équivalences (labellisation SNBS,...) selon le règlement d'application de la loi sur l'énergie seront traités au cas par cas.
<p>M-16 Construction neuve Minergie-P(-ECO) ou Minergie-P(-A)®</p>	<p>Habitat individuel < 250m² CHF 75.- /m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.- /m² * SRE</p> <p>Habitat individuel > 250m² CHF 8'750.- + CHF 40.- /m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.- /m² * SRE</p> <p>Habitat collectif CHF 40.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.-/m² * SRE</p> <p>Autre bâtiment CHF 30.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.-/m² * SRE (Non cumulable avec d'autres mesures)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > L'autorisation de construire THPE- 2000W ainsi que le certificat provisoire Minergie-P(-A), Minergie-P(-Eco) doivent être joints au dossier de requête en subvention. > La subvention sera payée sur présentation du label THPE-2000W ainsi que du certificat Minergie-P(-A) ou Minergie-P(-Eco). > Les bâtiments au bénéfice d'une dérogation ne sont en principe pas subventionnés. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux. > La certification supplémentaire « Eco » donne droit au bonus. > Les bâtiments climatisés (hors logements) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.

M-17	Habitat individuel < 250m² CHF 75.- /m² * SRE Habitat individuel > 250m² CHF 8'750.- + CHF 40.- /m² * SRE Habitat collectif CHF 40.-/m² * SRE Autre bâtiment CHF 30.-/m² * SRE <i>(Non cumulable avec d'autres mesures)</i>	<ul style="list-style-type: none"> > L'autorisation de construire THPE- 2000W (variante CECB A/A) doit être joint au dossier de requête en subvention. > La mesure M-17 est disponible pour les nouvelles constructions THPE-2000W (variante CECB A/A) qui respecte les conditions du règlement d'application de la loi sur l'énergie (L 2 30.01) Art 12C al.2. > La subvention sera payée sur présentation de l'attestation THPE - 2000W et du CECB A/A. > Les bâtiments au bénéfice d'une dérogation ne sont en principe pas subventionnés. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé a l'issue des travaux. > Les bâtiments climatisés (hors logements) peuvent bénéficier d'une subvention uniquement si l'installation de climatisation est autorisée et que la consommation électrique du système de refroidissement respecte les exigences du règlement d'application de la loi sur l'énergie.
MI-09	Sur mesure	<p>Une subvention est accordée pour l'établissement d'une certification selon les critères de construction durable suisse SNBS et contacter l'OCEN (ocen@etat.ge.ch) en amont du projet.</p>

6. RESEAUX THERMIQUES

« Financement à double M-07/M-18 »: pour un même réseau de chaleur, le canton verse des contributions à la fois au maître d'ouvrage dont le bâtiment doit être raccordé (M-07) et à l'exploitant du réseau de chauffage (M-18).

- > Est considéré réseau de chaleur une installation comprenant une chaufferie fournissant de la chaleur à plusieurs clients par l'intermédiaire de canalisations de transport de chaleur.
- > La distribution de chaleur à l'intérieur d'un bâtiment ou entre plusieurs bâtiments de la même entité n'est pas considérée comme un réseau de chaleur à distance.
- > Sont considérées comme renouvelables les énergies dont la disponibilité ne diminue pas lorsqu'on les utilise; il s'agit essentiellement de l'énergie solaire, de l'énergie géothermique sans usage de pompes à chaleur, de la valorisation de la biomasse et de rejets de chaleur inutilisables autrement.

Fiche M-07	CHF 4'000.- + CHF 100F/kW Maximum: CHF 40'000.- + Bonus (1ère installation d'un système distributions de chaleur): CHF 3000.- + CHF 400.-/kW <i>(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-06, M-10 à M-13)</i>	<ul style="list-style-type: none"> > Ces demandes de soutien doivent obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention. > Le raccordement remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance. > La chaleur supplémentaire distribuée est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire (la chaleur industrielle ne donne pas droit à une contribution). > La distribution de chaleur s'effectue dans des bâtiments existants (la distribution de chaleur dans les nouvelles constructions ne donne droit à aucune contribution). > Le raccordement aux réseaux fossiles ou au bénéfice de conventions CO² ainsi que CADIOM, CAD Lignon, CAD Charmilles, CAD Vieusseux, SIG CAD Artisans, SIG CAD Fr. Lehmann, SIG CAD Tourelles, ne sont pas subventionnées (liste non exhaustive). > La chaleur fournie provient au moins à 50% d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques. > Si le dimensionnement du raccordement dépasse 50Wth/m² de SRE, la subvention peut être réévaluée. > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé a l'issue des travaux.
-------------------	---	--

M-18

Nouvelle construction/extension du réseau de chaleur

CHF 40.- / (MWh/a) * part de renouvelable

CHF 130.- / (MWh/a) * part de renouvelable

(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-06, M-10 à M-13)

- > Ces demandes de soutien doivent obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention.
- > La chaleur fournie provient au moins à 50% d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques inutilisables autrement.
- > Seul les réseaux ne faisant pas partie de programmes de rachat de CO² sont éligibles.
- > Le chaleur fournie par le réseau remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > La chaleur supplémentaire distribuée est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire (la chaleur industrielle ne donne pas droit à une contribution).
- > La distribution de chaleur s'effectue dans des bâtiments existants (la distribution de chaleur dans les nouvelles constructions ne donne droit à aucune contribution).
- > Le nouveau réseau/l'extension du réseau ou la nouvelle installation/l'extension de l'installation de production de chaleur engendre la distribution d'un supplément de chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets thermiques par rapport à la situation initiale, c'est à dire avant modification (le seul remplacement d'une installation, sans extension, ne donne pas droit à une contribution).
- > Les réseaux alimentés au bois doivent respecter les prescriptions relatives à QM Chauffage au bois.
- > Si le dimensionnement du raccordement dépasse 50Wth/m² de SRE, la subvention peut être réévaluée.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > L'octroi d'une subvention supérieure à CHF 500'000.- peut être différé ou réévalué en fonction du budget cantonal à disposition.
- > Les exploitants du réseau de chaleur mettent à disposition du canton toutes les données nécessaires sur simple demande.

M-18
Nouvelle
construction/extension
du réseau de chaleur
(sans financement à
double)

CHF 150.- / (MWh/a) * part de renouvelable
CHF 130.- / (MWh/a) * part de renouvelable
(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-06, M-10 à M-13)

- > Ces demandes de soutien doivent obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention.
- > La chaleur fournie provient au moins à 50% d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques inutilisables autrement.
- > Seul les réseaux ne faisant pas partie de programmes de rachat de CO² sont éligibles.
- > Le chaleur fournie par le réseau remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > La chaleur supplémentaire distribuée est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire (la chaleur industrielle ne donne pas droit à une contribution).
- > La distribution de chaleur s'effectue dans des bâtiments existants (la distribution de chaleur dans les nouvelles constructions ne donne droit à aucune contribution).
- > Le nouveau réseau/l'extension du réseau ou la nouvelle installation/l'extension de l'installation de production de chaleur engendre la distribution d'un supplément de chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets thermiques par rapport à la situation initiale, c'est à dire avant modification (le seul remplacement d'une installation, sans extension, ne donne pas droit à une contribution).
- > Les réseaux alimentés au bois doivent respecter les prescriptions relatives à QM Chauffage au bois.
- > Si le dimensionnement du raccordement dépasse 50Wth/m² de SRE, la subvention peut être réévaluée.
- > Comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.
- > L'octroi d'une subvention supérieure à Fr. 500'000.- peut être différé ou réévalué en fonction du budget cantonal à disposition.
- > Les exploitants du réseau de chaleur mettent à disposition du canton toutes les données nécessaires sur simple demande.

7. PROJETS STRATÉGIQUES

P-01
Projets stratégiques
permettant une
réduction des
émissions de CO2

Sur mesure
(Non cumulable avec d'autres mesures)

- > Ces demandes de soutien doivent obtenir un préavis favorable de l'OCEN avant la dépose de la demande de subvention.
- > La demande doit être traitée en collaboration entre l'OCEN et le demandeur.
- > Sont concernés tout les projets pouvant justifier une diminution des émissions de CO² qui ne sont pas subventionnés par le Programme Bâtiments ni par d'autres organismes.
- > Ainsi que les projets d'activité d'information, de conseil et de formation visant une réduction des émissions de CO² des bâtiments, y compris une diminution de la consommation d'électricité durant les mois d'hiver.

8. FORMATION, INFORMATION ET CONSEIL

- > Les subventions cantonales ne peuvent être attribuées qu'aux résidents genevois ou professionnels exerçants sur le canton de Genève.
- > Les subventions pour la formation sont axées sur les domaines prioritaires de la politique énergétique genevoise et fédérale.

<p>IM-05 Formation</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Formations courtes: Fr. 300.-/journée de cours > Formations certifiantes de type CAS / MAS : 25% du montant de l'écolage > Modules de formation constitutifs d'un CAS / MAS : 25% du montant de l'écolage 	<p>Le projet de formation répond aux priorités du canton et de la Confédération en termes de politique énergétique.</p> <p>La demande de subvention est accompagnée de la présentation détaillée du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Pour une demande de formation continue par un professionnel ou son entreprise, objectif de la formation, programme, intégration de la formation dans le plan de formation du professionnel ou de son entreprise, durée et coût. <p>La subvention n'est attribuée qu'aux résidents genevois ou aux professionnels exerçant à Genève.</p> <p>Les demandes de subventions sont impérativement validées avant le début des travaux ou des cours.</p>
<p>IM-04 Information et conseil</p>	<p>Sur mesure</p>	<p>Les sessions d'information / conseil répondent aux priorités du canton et de la Confédération en termes de politique énergétique. La demande de subvention est accompagnée de la présentation détaillée du projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> > L'ordre du jour et le contenu des séances de conseil et/ou information, doivent être réalisées en collaboration avec l'OCEN. > Le budget et le prix prévisionnels des sessions d'information / conseil par personne doivent être présentés. <p>Les requêtes sont impérativement décidées avant le premier événement. Le soutien de l'OCEN doit être mentionnée dans les instruments de communication.</p>

CONDITIONS GÉNÉRALES DE SUBVENTIONNEMENT

- > Les informations figurant sur le barème de subvention sont indicatives et seules les conditions et charges figurant sur le formulaire de demande signé pour validation font foi.
- > Une demande de subvention par numéro «EGID» (identificateur fédéral par bâtiment) et par adresse postale est exigée.
- > **Seuls les éléments du bâtiment déjà chauffés à l'état initial donnent droit à une subvention (excepté mesures F-01 et F-02).**
- > Les subventions ne sont versées qu'au **propriétaire** du bâtiment ou à son représentant au bénéfice d'une procuration valable.
- > Les subventions sont accordées pour des objets situés sur territoire du canton de Genève, propriété de toute personne physique, morale, établissement de droit public autonome, commune ou ensemble de communes. L'État de Genève, la Confédération ou un propriétaire exempté de la taxe sur le CO₂ ne peut pas bénéficier de subventions.
- > Les mesures relatives à des bâtiments publics ou des installations publiques pouvant être influencées directement par le conseil d'Etat ou par le parlement du canton par le biais d'attribution de crédits (p.ex. crédit d'investissement) ne donnent pas droit à une contribution.
- > Les mesures des institutions (établissements de droit public, sociétés anonymes, associations, fondations, etc.) auxquelles les cantons participent financièrement en leur accordant un budget global et sur lesquelles le Conseil d'Etat ou le parlement du canton n'ont ainsi aucune influence directe donnent droit à une contribution.
- > Les travaux doivent être effectués dans les règles de l'art et le respect des dispositions légales.
- > L'autorité compétente se réserve le droit de procéder en tout temps à des contrôles des chantiers, des installations techniques, des véhicules et des objets pour lesquels une subvention est octroyée.
- > Le requérant s'engage à fournir à l'office cantonal de l'énergie, sur demande, les relevés d'exploitation (de l'énergie consommée et produite) durant les cinq premières années de service.
- > Les bailleurs s'engagent à répercuter sur les locataires la réduction des coûts immobiliers obtenue grâce aux contributions.
- > Les dossiers sont traités par ordre d'arrivée à l'OCEN.
- > **Les travaux en lien avec la demande de subvention ne peuvent débuter qu'à la réception de la décision de subvention.**
- > Seules les demandes complètes et déposées **avant le début des travaux** sont éligibles et seront traitées, c'est-à-dire celles qui comprennent un formulaire de demande dûment rempli, ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'examen du dossier (plans, calcul, etc.).
- > Les décisions d'octroi de subventions sont prises dans la limite du budget disponible.
- > Une modification du projet doit être annoncée et peut entraîner une réduction du montant de la subvention ou son refus si le projet ne répond plus aux conditions d'octroi de la subvention.
- > Le propriétaire est tenu d'obtenir toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux (p.ex. les autorisations de construire ou les autorisations énergétiques).
- > Toute modification du projet doit être signalée par écrit au DT, office cantonal de l'énergie, avant le début des travaux.
- > Les requêtes concernant les objets non conformes aux normes énergétiques en vigueur lors de l'autorisation de construire (ou de l'autorisation énergétique) ne sont, en règle générale, pas subventionnées.
- > La subvention ne constitue pas un droit pour celui qui la sollicite.
- > Le montant de la subvention ne peut (en principe) pas dépasser 50% du coût des travaux en lien avec la demande de subvention.
- > Le versement de la subvention ne pourra pas être effectué pour des travaux non autorisés.
- > Les travaux doivent avoir été réalisés dans les 24 mois à compter de l'entrée en force de la décision d'octroi de subvention.
- > La déclaration d'achèvement des travaux ou le formulaire d'achèvement des travaux, ainsi que les documents à fournir, doivent être fournis par le requérant dans le même délai (ou par SIG pour les demandes de subventions effectuées via SIG-éco21 (PAC)).
- > En cas d'exception motivée, une prolongation (maximum 6 mois en principe) peut être demandée par écrit avant l'échéance du délai de 24 mois.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INCITATIONS FINANCIÈRES SIG-ECO21

Les éléments ci-dessous sont en sus des éléments indiqués dans le tableau des subventions OCEN/SIG-éco21

- > Le lieu des travaux est sis sur le canton de Genève.
- > Les incitations financières ne sont versées qu'au propriétaire du bâtiment, ou des installations (investisseur) ou à son représentant au bénéfice d'une procuration valable.
- > Le requérant autorise SIG-éco21 à consulter, ou s'engage à lui fournir, sur demande, les relevés d'exploitation (de l'énergie consommée et produite) durant les cinq premières années de service.
- > SIG-éco21 se réserve le droit de procéder en tout temps à des contrôles des chantiers, des installations techniques, des véhicules et des objets pour lesquels une incitation financière est octroyée, et cela jusqu'à 24 mois après la fin des travaux.
- > Les demandes d'incitation financières SIG-éco21 ne seront traitées que si elles ont été réalisées avec les outils en ligne prévus à cet effet (cf. ww2.sig-ge.ch) et dont le projet fait l'objet d'une demande de validation. C'est-à-dire celles qui ont été dûment remplies (i.e. comprenant toutes les pièces nécessaires à l'examen du dossier) et dont la demande de validation nous parvient avant le début des travaux.
- > Une modification du projet doit être annoncée et peut entraîner une réduction du montant de l'incitation financière SIG-éco21 voire son refus si le projet ne répond plus aux conditions d'octroi de l'incitation financière.
- > Le montant de l'incitation financière SIG-éco21 ne peut pas dépasser 40% du coût des travaux (pour la mesure Circulateur) et 50% du coût des travaux pour les autres mesures en lien avec la demande d'incitation financière SIG-éco21 (excepté mesures F-01 et V-01).
- > Le versement de l'incitation financière ne sera libéré au porteur de projet qu'après la fin de travaux et après validation des factures justifiantes les travaux.
- > Les incitations financières ne sont octroyées que pour des travaux réalisés sur des installations techniques ou bâtiments existants (p.ex. les bâtiments neufs ne sont pas éligibles).

(*) Montant exact calculé avec le simulateur SIG-éco21 : <https://outils.eco21.ch>

(**) Montant exact calculé avec le simulateur SIG-éco21 : <https://cvc.eco21.ch/>

Toute la documentation sur les incitations financières SIG-éco21, ainsi que les différents contrats mentionnés ci-dessus se trouve sur le site : ww2.sig-ge.ch